



Golfe / Armement: Autant en emporte le vent 2/2

OPEP et logique de vassalité

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2011

Le blog de René Naba 25 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)



Le Golfe Persique

Pour lire la première partie de cet article, [cliquez ici](#).



Le sursaut populaire arabe de l'hiver 2011 avec le renversement de deux dictatures Hosni Moubarak (Égypte) et Zine El Abidine Ben ALI (Tunisie), les soulèvements dans huit pays arabes (Libye, Bahreïn, au Yémen, Algérie, Maroc, Jordanie, Irak) illustrent l'usage que font les dirigeants arabes de leur surarmement, la répression de leur concitoyens plutôt que la défense de l'espace nationale arabe contre ses ennemis réels (Israël) ou virtuels (Iran).

Le contrat de l'ordre de 123 milliards de dollars, conclu à l'automne 2010 entre l'Amérique et quatre pays du Golfe, en vue de renforcer leur capacité défensive «face à l'Iran» constitue un témoignage éloquent de cette politique de dilapidation financière pour des motifs d'armement.

Loin d'être un exercice d'auto flagellation, le constat est manifeste et le décompte affligeant. Pendant près d'un quart de siècle de 1970 à 1994, période marquée par une succession ininterrompue de conflits majeurs, la guerre civile jordano-palestinienne de « Septembre Noir » de 1970, la troisième guerre israélo-arabe d'octobre 1973, la guerre du Liban (1975-1990), la guerre Irak-Iran (1980-1989), la deuxième guerre du Golfe (1990-1991), sans parler de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, le Moyen-Orient aura absorbé 45 pour cent des armes vendues au tiers monde, trente pour cent de la totalité des achats mondiaux d'armement, alors que sa population ne représente que cinq pour cent de celle de la planète au point de parvenir à posséder plus d'armements par habitant (pour les chars et l'artillerie) que la totalité de la trentaine de pays européens compris dans les anciens Pacte de l'OTAN et du Pacte de Varsovie (2)

Au premier rang des « conflits budgétivores », la guerre irako iranienne (1979-1989) et la guerre du Golfe (1990-, 1991) qui auront durablement compromis le développement économique de la région, ainsi que la guerre du Liban (1975-1990), qui aura complètement désarticulé un pays jadis pilote de l'ensemble arabe tant au niveau économique qu'au niveau de la pratique démocratique.

A raison de cinq cent millions de dollars par mois pour chacun des belligérants sur neuf ans, le conflit entre l'Irak et l'Iran, l'un des plus meurtriers de l'époque contemporaine avec un million de victimes (300.000 morts et 700.000 blessés) aura coûté la bagatelle de 108 milliards de dollars, sans compter les dégâts collatéraux infligés à l'occasion de la « guerre des pétroliers » (258 cargos, pétroliers et caboteurs détruits) provoquant en tonnage des pertes maritimes du même ordre que celles enregistrées pendant la Seconde guerre mondiale. Ces précisions n'incluent pas les dépenses d'armement.

Les Arabes ont déboursé 426 milliards de dollars en achat d'armement durant la décennie 1980-1990 et 60 milliards de dollars rien que dans les deux années qui ont suivi la Guerre du Golfe (1991-1992).

A lui seul le Koweït a déboursé en cinq ans (1990-1995), la fantastique somme de 70 milliards de dollars pour financer tout à la fois l'effort de guerre de la coalition internationale et sa reconstruction et préserver aussi son indépendance par des achats massifs d'équipements militaires et du matériel de sécurité.

Par leur coût opérationnel, leurs dégâts et les préjudices annexes, les deux guerres contre l'Irak (1990-1991 et 2003), auront coûté la bagatelle de mille six cent soixante dix (1.670) milliards de dollars, épongeant les surplus financiers gouvernementaux et gelant bon nombre de projets de développement à dimension interarabe.

La guerre de la coalition internationale contre l'Irak, consécutive à l'occupation du Koweït (1990-1991) a coûté 670 milliards de dollars aux pays arabes, selon le rapport du Conseil de l'Unité Economique Arabe paru en Août 1995 au Caire, tandis que l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, infligeait, elle, des pertes de l'ordre de mille milliards de dollars (931 millions d'euro) au produit intérieur brut (PIB) des pays arabes du fait des pertes civiles et militaires, de la dégradation de l'environnement par l'usage des mines et des armes de destruction massive notamment l'uranium appauvri, de la baisse des recettes du transport aérien et maritime et de la hausse du coût des assurances et des réassurances (3).

Douze mille milliards de dollars de pertes au Moyen orient depuis 1991

Strategic Foresight Group (SFG), chiffre, quant à lui, à douze mille milliards de dollars la somme perdue suite aux guerres qui ensanglantent l'ensemble du Proche-Orient depuis 1991. Ce coût englobe aussi bien les pertes humaines que les dégâts infligés à l'écologie, aux répercussions sur l'eau, le climat, l'agriculture, en passant par la croissance démographique, le chômage, l'émigration, la hausse des loyers, le prix du pétrole, voire même l'éducation.

Le rapport de 170 pages se fonde sur 95 paramètres. Plus de cinquante experts d'Israël, des territoires palestiniens, d'Irak, du Liban, de Jordanie, d'Egypte, du Qatar, du Koweït et de la Ligue arabe ont participé à cette étude menée ce groupe de réflexion basé en Inde et soutenu par la Suisse, la Norvège, le Qatar et la Turquie. Le chercheur indien Sundeep Waslekar, président du SFG, précise:

« On doit parler d'une cascade de coûts dont une partie n'est pas quantifiable financièrement comme les atteintes à la dignité humaine. » Le rapport pointe par exemple les centaines de milliers d'heures de travail perdues par les Palestiniens aux check points (barrages israéliens). Il révèle aussi que 91% des Israéliens vivent dans un perpétuel sentiment de peur et d'insécurité.

Au seuil du XXI^e siècle, le Monde arabe apparaît ainsi comme une zone sous tutelle marquée par une présence militaire étrangère aussi importante qu'à l'époque coloniale avec un important pays, l'Irak, sous la coupe américaine, des bases dans le Golfe et des facilités militaires dans dix pays arabes, dont l'Égypte et l'Arabie Saoudite, deux des principaux chefs de file du monde arabe, soit la moitié des états de la Ligue arabe.

Pour la première fois dans l'histoire, la présence militaire américaine est institutionnalisée sur les zones pétrolifères du Golfe et de la péninsule arabique, à l'épicentre du monde arabe, Bagdad, l'ancienne capitale de l'Empire abbasside. Fragilisés par la flambée islamiste anti-américaine et le tribut de la guerre réclamé par Washington à ses obligés monarchiques, le Royaume wahhabite, jamais colonisé même sous l'empire ottoman, le Koweït et le Qatar se trouvent aussi sous un « protectorat de facto » des Etats-Unis. Soixante dix ans après la décolonisation du tiers-monde, l'ordre américain s'est substitué à l'ordre arabe,

Les convulsions guerrières de l'espace arabe du dernier quart de siècle (1975-2000) auront ainsi laissé sur le tapis 73 millions de pauvres, 65 millions d'analphabètes, dix millions de sous alimentés et douze millions de chômeurs, représentant 15 pour cent de la main d'oeuvre sur un marché du travail gravement segmenté et dysfonctionnel. Le PIB (produit intérieur brut) des 21 pays de la ligue était légèrement supérieur à celui de l'Espagne, en 1999, représentant la moitié du PIB par habitant de celui de la Corée avec un cinquième de la population vivant avec moins de deux dollars par jour.

Selon le rapport 2009 sur le développement économique du monde arabe, la zone compte le taux de chômage le plus élevé au monde, se situant à 14,4 % alors que la moyenne mondiale est de 6,3 %. Compte tenu de la croissance démographique actuelle, les pays arabes devront créer 50 millions d'emplois d'ici 2020 pour absorber l'augmentation prévue de la population active. «La richesse tant vantée des pays arabes provenant des hydrocarbures présente une image trompeuse de leur situation économique, qui masque les faiblesses structurelles de nombreuses économies arabes et l'insécurité des pays et des populations qui en résulte», dit Walid Khadduri, consultant pour le Middle East Economic Survey et membre de l'équipe principale de rédaction du Rapport arabe sur le développement humain 2009.

Vingt pour cent (20 %) de la population de la région arabe vivent en deçà du seuil de pauvreté reconnu sur le plan international de 2 dollars par jour. Toutefois, une proportion bien plus élevée de la population des pays étudiés dans le rapport, vit en deçà du seuil de pauvreté national et ne peut pas subvenir à ses besoins essentiels. En fait deux Arabes sur cinq (2 sur 5) vivent dans la pauvreté. Le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans la région est passé de 19,8 millions en 1990-1992 à 25,5 millions en 2002-2004. Fait plus grave, un manque généralisé de sécurité humaine s'oppose au développement humain en ce que la sécurité humaine ne constitue pas uniquement une question de survie, mais pour les populations à risque à retrouver le cap d'une existence plus stable, au moyen des structures politiques, économiques, sociales et culturelles garantes d'un avenir meilleur.

Le Monde arabe compte trois cent vingt mille (320.000) millionnaires totalisant une fortune de 1,1 trillions de dollars (trois mille milliards de dollars), mais la recherche scientifique, pourtant un des leviers du décollage économique et stratégique arabe, demeure une activité marginalisée et apparaît comme le véritable parent pauvre des sciences humaines.

Le Monde arabe compte huit mille chercheurs (contre 400.000 aux Etats-Unis), dont certains

figurent parmi les brillants cerveaux de la planète tel l'égypto américain Ahmad Zewail, Prix Nobel de Chimie 1999, professeur de physique et chimie à l'Université Caltech (Etats-Unis) et premier arabe détenteur de cette distinction. Il ne consacre pourtant que quatre dollars par habitant à la recherche scientifique, soit 300 fois moins que les Etats-Unis tandis que les budgets affectés à la recherche ne représentent que 0,25% du PNB en moyenne dans les pays arabes, contre 3 à 3,5 pour cent dans les pays développés. Au niveau universitaire, les quelque 200 universités arabes consacrent près de 1% de leur budget annuel à la recherche, alors qu'aux Etats-Unis cette part dépasse souvent les 40 pour cent.

Près de cinquante ans après avoir brandi l'arme du pétrole, en octobre 1973, dans la foulée de la troisième guerre israélo-arabe, l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), particulièrement le groupe arabe dont il était le fer de lance dans le combat pour son indépendance énergétique et sa promotion politique, aura finalement ployé devant l'OPEA (organisation des pays exportateurs d'armes), accentuant durablement la dépendance arabe. Ce résultat a été avalisé par la première guerre du Golfe qui constitue la »première alliance militaire objective entre Israël, l'Egypte et les pétromonarchies arabes, mais également la première guerre Nord-sud par la réalisation de l'union sacrée des consommateurs de pétrole contre l'un de leurs principaux fournisseurs du sud »(4). Un exploit financé de surcroît, faut-il le souligner, avec les deniers arabes.



Pour une rupture avec la logique de vassalité

Au delà de cette chronique d'une déconfiture annoncée, trois vérités s'imposent :

1ère vérité: Le monde arabe est redevable à l'Iran d'une part de sa culture et l'Islam, d'une part, de son rayonnement qu'il s'agisse du philosophe Al Fârâbî, du compilateur des propos du prophète Al Boukhary, du linguiste Sibawayh, du théoricien du sunnisme Al Ghazali, des historiens Tabari et Shahrastani, du mathématicien Al Khawarizmi (Logarithmes), et naturellement le conteur du célèbre roman Kalila wa Doumna, Ibn al Moukaffah et Avicenne et l'expansion de l'Islam en Asie centrale aux confins de la Chine n'a pu se faire sans le passage par la plateforme iranienne.

2ème vérité: Le monde arabe est redevable à l'Iran d'un basculement stratégique qui a eu pour effet de neutraliser quelque peu les effets désastreux de la défaite arabe de juin 1967, en substituant un régime allié d'Israël, la dynastie Pahlévi, le meilleur allié musulman de l'Etat hébreu, par un régime islamique, qui a repris à son compte la position initiale arabe scellée par le sommet arabe de Khartoum (Août 1967) des «Trois NON» (non à la reconnaissance, non à la normalisation, non à la négociation) avec Israël, offrant à l'ensemble arabe une profondeur stratégique en le libérant de la tenaille israélo iranienne, qui l'enserrait dans une alliance de revers, compensant dans la foulée la mise à l'écart de l'Egypte du champ de bataille du fait de son traité de paix avec Israël. La Révolution Islamique en Iran a été proclamée le 9 Février 1979, un mois avant le traité de Washington entre Israël et l'Egypte, le 25 mars 1979.

En retour, les Arabes, dans une démarche d'une rare ingratitude, vont mener contre l'Iran, déjà sous embargo, une guerre de dix ans, via l'Irak, éliminant au passage le chef charismatique de la communauté chiite libanaise, l'Imam Moussa Sadr (Libye 1978), combattant dans le même temps l'Union soviétique en Afghanistan, le principal pourvoyeur

d'armes des pays du champ de bataille contre Israël.

3eme vérité: Le Monde arabe s'est lancé, au-delà de toute mesure, dans une politique d'équipements militaires, pendant un demi siècle, payant rubis sur ongle de sommes colossales pour d'arsenal désuets, pour des livraisons subordonnées à des conditions politiques et militaires draconiennes, alors que, parallèlement, les Etats-Unis dotaient, gracieusement, Israël de son armement le plus sophistiqué.

Israël a bénéficié, à ce titre, de cinquante et un (51) milliards de dollars de subventions militaires depuis 1949, la majeure partie depuis 1974, plus qu'aucun autre pays de la période postérieure à la II me Guerre mondiale, selon une étude du spécialiste des affaires militaires Gabriel Kolko, parue dans la revue «Counter punch» en date du 30 mars 2007 (5).

A cette somme, il convient d'ajouter 11,2 milliards de dollars de prêts pour des équipements militaires ainsi que 31 milliards de dollars de subventions économiques, sans compter la promesse de George BushJr, au terme de son mandat, de fournitures de l'ordre de trente milliards de dollars, dont des missiles à guidage laser, des bombes à fragmentation, des bombes à implosion, un dôme d'acier de protection anti balistique, en vue de préserver la suprématie militaire israélienne au Moyen Orient

A deux reprises au cours du dernier quart de siècle, les pays arabes ont participé à des guerres lointaines par complaisance à l'égard de leur allié américain, parfois au détriment des intérêts à long terme du monde arabe, s'aliénant même un allié naturel, l'Iran un voisin millénaire, dans la plus longue guerre conventionnelle de l'époque contemporaine, sans pour autant bénéficier de la considération de leur commanditaire américain.

A l'apogée de sa puissance, au plus fort de son alliance avec l'Iran, l'Amérique n'a jamais réussi à faire restituer à leur propriétaire arabe légitime ces trois îlots. En phase de puissance relative, saura-elle au moins protéger durablement ces relais régionaux, au moment où ses déboires en Irak et en Afghanistan la place sur la défensive, alors que, parallèlement, l'Iran, fort de sa maîtrise de la technologie nucléaire et des succès militaires des ses alliés régionaux, le Hezbollah (Liban), Moqtada Sadr (Irak) et le Hamas (Palestine) se pose en parfait contre exemple de la servitude monarchique, avec un rayonnement se projetant bien au-delà des zones à fortes minorités chiites arabes dans les régions pétrolifères d'Arabie Saoudite, de Bahreïn, du Koweït, d'Irak, et dans la zone limitrophe d'Israël dans le sud du Liban pour s'étendre à l'ensemble de la sphère arabo musulmane?

Plus précisément, l'Amérique, pourra-t-elle protéger ses relais des turbulences internes attisées par les frasques monarchiques répétitives, en parfait décalage avec les dures conditions de la réalité quotidienne de la multitude de leurs concitoyens et qui gangrènent inexorablement les assises de leur pouvoir?

Le Monde arabe a engagé près de deux mille milliards de dollars au titre des dépenses militaires depuis le dernier tiers du XX me siècle, soit environ 50 milliards de dollars par an en moyenne, sans avoir pu se doter ni d'une capacité de projection de puissance, ni d'une capacité de dissuasion nucléaire, encore moins de la capacité spatiale du renseignement, autant d'attributs de la puissance moderne qui lui font cruellement défaut à l'ère de la société de l'information et de son application militaire, l'info guerre.

Une telle disparité de traitement entre Israéliens et Arabes au regard des Américains, l'un s'équipant à l'œil, alors que les autres sont contraints de payer cash, en dépit de la

contribution financière et humaine des pays arabes aux équipées américaines tant en Afghanistan qu'au Nicaragua contre le bloc soviétique, de même que leur comportement erratique à l'égard de leurs alliés naturels (l'Union soviétique et l'Iran), expliquent le discrédit du monde arabe sur la scène internationale et une part de son collapsus stratégique.

La récente tournée de Hilary Clinton, secrétaire d'état dans le Golfe, le 10 janvier 2011, pour mobiliser les pétromonarchies face à l'Iran, à la veille de la conférence d'Ankara entre l'Iran et les Occidentaux, paraît avoir pâti des révélations de WikiLeaks sur la duplicité et la connivence des riverains arabes du Golfe, à l'égard de leur voisin iranien. Le Sultanat d'Oman, le plus pro occidental des états de la région, qui abrite la base aéro navale britannique de Massirah, s'est refusé à se joindre à de nouvelles sanctions. Oman envisage d'aménager un port stratégique à AD DOKKOM, à l'intersection du Golfe arabo-persique et de l'Océan indien, pour servir de débouché au marché iranien et à l'Asie centrale. Ce projet, d'une valeur de 26 milliards de dollars, serait prolongé d'une voie ferrée menant au port de SAHHAR, au-delà, au port iranien de Bandar Abbas, le point de transit vers l'Iran et le Caucase.

Telle devrait être la leçon à méditer, alors que les pétromonarchies s'engagent dans une aventure aux conséquences incertaines, une nouvelle équipée pour les besoins stratégiques de leur maître américain, pour le plus grand bénéfice de son allié israélien.

Telle est la leçon à méditer afin d'éviter que les factotums sunnites ne soient à nouveau «les dindons de la farce», la risée universelle de la planète, les grands perdants de l'histoire, entraînant dans leur chute l'ensemble des pays arabes. L'éviction de Hosni Moubarak (Egypte), de Zinedine ben Ali (Tunisie) et le vent d'Est qui fait tanguer Bahreïn, la Libye, la Jordanie, le Yémen, l'Algérie et le Maroc en constituent la sanction d'un sursaut salutaire.

Sauf à entraîner le monde arabe dans un déclin irrémédiable, une claire rupture avec la logique de la vassalité s'impose, alors que la scène internationale s'achemine vers un choc entre le leader en devenir (la Chine) et la puissance déclinante (les Etats-Unis), impliquant une vaste redistribution des cartes géopolitiques à l'échelle planétaire.

Références

1- Pour la problématique du collapsus arabe, Cf. «Aux origines de la tragédie arabe» par René Naba - Editions Bachari Paris 2006 particulièrement le prologue «Une démocratie cathodique»

2- Marie Luce Dumas in « Moyen-Orient/Occident: Ordres et désordres », Armement, courses et contrôle- Les Cahiers de l'Orient N°29, premier trimestre 1993 et « Les cent portes du Proche-Orient »- Alain GRESH et Dominique Vidal- Les éditions de l'Atelier Octobre 1996.

3- Déclaration de MILWATT TALLAMI, secrétaire général de la commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale (ESCWA), in Le Monde 2 avril 2003. A cela il convient d'ajouter les pertes des financières arabes, en 1997-1998, de l'ordre de cent (100) milliards de dollars du fait de l'effondrement de l'économie russe et de la crise financière asiatique. Une perte de cinquante milliards de dollars a été enregistrée lors du Krach boursier d'octobre 1997 du fait de la dévalorisation de leurs placements à l'étranger, qui sont, eux, estimés entre 600-800 milliards de dollars, la moitié appartenant aux pétromonarchies du Golfe, la majeure partie concentrée dans les pays grands pays

industrialisés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, France), dont 20 pour cent en bons du trésor. (Al-Charq Al-Awsat, 9 janvier 1999).

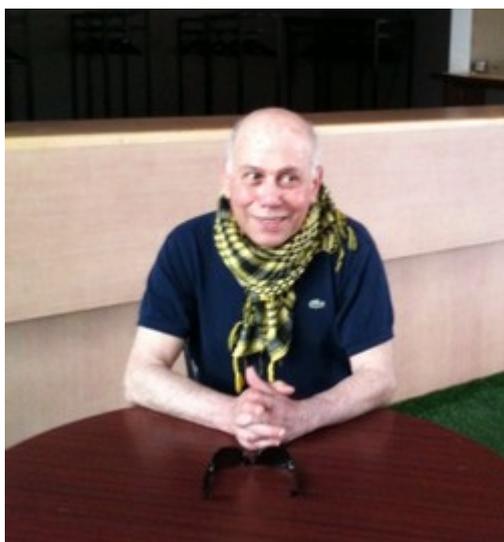
4- Jacques Attali, « VERBATIM » Tome 3 (1988-1991)- Fayard- octobre 1995

5- Gabriel Kolko, spécialiste de l'histoire militaire, est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence

-«Anatomie d'une guerre, le Vietnam, les Etats-Unis et l'expérience historique moderne »

-«La grande histoire de la Guerre mondiale

-«Century of war: Politique, conflits et société depuis 1945 »



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

Son blog : <http://www.renenaba.com/>

La source originale de cet article est Le blog de René Naba
Copyright © [René Naba](#), Le blog de René Naba, 2011

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-

Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bounoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^e siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca